

MINISTERIE VAN DE DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

[2018/203064]

Werkgelegenheid

Bij ministerieel besluit van 27 februari 2018 wordt "Start People SAS" voor onbeperkte duur erkend als uitzendbureau in de Duitstalige Gemeenschap.

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2018/203201]

7 JUIJN 2018. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'encodage numérique, la transmission numérique, ainsi qu'au traitement automatisé des données électorales pour les élections communales et provinciales du 14 octobre 2018 sur le territoire de la région de langue allemande

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L4122-6, L4141-1, L4142-18, L4142-24, L4145-2, § 2, L4145-5, § 3, L4145-16, § 1^{er} ;

Vu l'accord de coopération conclu le 13 juillet 2017 entre la Région wallonne et la Communauté germanophone concernant l'organisation des élections locales du 14 octobre 2018 sur le territoire de la région de langue allemande, l'article 3;

Vu le rapport du 31 janvier 2018 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis de l'Union des Villes et des Communes de Wallonie, donné le 28 mai 2018;

Vu l'avis de l'Association des provinces wallonnes, donné le 25 mai 2018;

Vu l'avis n^o 63.081/4 du Conseil d'Etat, donné le 17 avril 2018, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre des Pouvoirs locaux;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Définitions et champ d'application

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1^o le Code : le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

2^o les administrations : la Direction générale opérationnelle Pouvoirs locaux, Action sociale et Santé du Service public de Wallonie et le Ministère de la Communauté germanophone;

3^o le logiciel : le programme informatique permettant l'encodage structuré de données électorales, ainsi que leur traitement automatisé;

4^o l'encodage : l'introduction de données, via un des logiciels visés à l'article 3, 2^o et 3^o, au moyen d'une interface d'entrée. Cette interface peut être, suivant les conditions fixées par les administrations, un clavier ou toute autre interface d'input, tel qu'une clef USB;

5^o la session : l'identifiant unique, attribué au moment de la connexion au serveur sécurisé visé à l'article 3, 1^o;

6^o l'identification authentifiée : le mécanisme de contrôle d'accès permettant de définir et de vérifier l'identité d'un opérateur, au minimum au moyen d'un identifiant et d'un mot de passe. Les administrations déterminent et attribuent ces identifiants et mots de passe aux opérateurs visés par le présent arrêté. Elles peuvent fixer des facteurs et des techniques d'identification supplémentaires;

7^o la transmission numérique : l'opération de transfert d'une donnée par la voie numérique, ou d'encodage à distance d'une donnée, via une connexion numérique, sur un support mémoire déterminé;

8^o le traitement automatisé : l'application d'un ensemble d'instructions qui doivent être exécutées dans un ordre déterminé et par un processus automatisé;

9^o le recensement : l'opération visée à l'article L4112-19, § 2, du Code;

10^o dévolution : l'opération visée à l'article L4112-20, § 3, du Code;

11^o le déposant : la personne visée à l'article L4112-16 du Code qui effectue le dépôt d'un acte de présentation de candidature pour le compte d'un candidat ou d'une liste de candidat;

12^o le registre national : le registre national des personnes physiques institué par la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques;

13^o le responsable de l'opération : la personne identifiée par le présent arrêté pour exécuter une opération d'encodage, de transmission, ou de traitement automatisé.

Art. 2. Les données visées ne peuvent être encodées, traitées, ou transmises à des tiers que dans les cas limitativement énumérés au présent arrêté, et suivant les modalités y précisées.

Pour des raisons organisationnelles, le responsable de l'opération peut déléguer à une ou plusieurs personnes de son choix agissant sous son autorité directe les opérations matérielles d'encodage des données.

Toute personne agissant sous l'autorité du responsable de l'opération, qui accède à des données électorales, ne peut les traiter que sur instruction du responsable de l'opération.

CHAPITRE II. — *Système régional électoral informatique*

Art. 3. Le système régional électoral informatique comprend :

- 1° un serveur régional sécurisé;
- 2° un logiciel d'encodage des candidatures et des résultats du vote;
- 3° un logiciel de recensement et de dévolution des résultats du recensement;
- 4° pour chaque président de bureau de circonscription et de canton un ou plusieurs ordinateurs ainsi qu'une imprimante;
- 5° un réseau sécurisé.

Art. 4. Le format standard de transmission des données électorales relatives aux candidatures et aux résultats du vote est conforme aux spécifications visées en annexe.

CHAPITRE III. — *Contrôle du registre des électeurs*

Art. 5. A la date prévue à l'article L4122-6, § 1^{er}, le collège des bourgmestre et échevins envoie une copie du registre des électeurs de la commune aux administrations.

Les administrations déterminent le mode, ainsi que le format de transmission du registre.

Art. 6. Pour l'application de l'opération visée à l'article L4122-6, § 2, du Code, les administrations procèdent, dès qu'elles en obtiennent réception, à la comparaison automatisée des registres des électeurs au moyen du numéro d'identification au registre national.

Après vérification par les administrations, le Gouvernement wallon et le Gouvernement de la Communauté germanophone statuent conjointement dans les plus brefs délais et transmettent aux collèges communaux concernés le relevé des personnes qui, pour quelle que raison que ce soit, seraient reprises sur plusieurs registres.

Ils désignent, le cas échéant, le collège qui radie l'électeur et celui qui conserve l'inscription.

CHAPITRE IV. — *Candidatures**Section 1. — Dispositions générales*

Art. 7. Le serveur visé à l'article 3, 1°, est mis à la disposition des présidents des bureaux de circonscriptions, pour l'exécution des opérations visées aux articles L4142-3, L4142-17 et L4142-24 du Code.

Les administrations fixent les conditions et modalités de connexion à ce serveur.

Art. 8. Les opérations d'encodage et de transmission commencent uniquement après identification authentifiée du président du bureau de circonscription.

Section 2. — Présentation et recevabilité des candidatures

Art. 9. Aux dates prévues à l'article L4142-3, alinéa 2, du Code pour la présentation des candidatures, le président du bureau de circonscription procède à l'encodage de celles-ci au moyen du logiciel d'encodage visé à l'article 3, 2°, et vérifie la recevabilité des actes de présentation conformément à l'article L4142-10 du Code.

Pour des raisons organisationnelles, le président du bureau de circonscription peut déléguer à une ou plusieurs personnes de son choix agissant sous son autorité directe, l'opération matérielle d'encodage des candidatures. En tout état de cause, il reste cependant seul compétent pour procéder à la vérification, avec le ou les déposants, de la recevabilité des actes de présentation.

Lorsque l'encodage des candidatures a été enregistré et validé par le président du bureau de circonscription, celui-ci procède à l'impression du procès-verbal.

En cas de contestation relative à l'exactitude des données encodées sur le serveur régional seul le procès-verbal, tel qu'il est signé par le président fait foi.

Art. 10. A la fin de la période prévue à l'article L4142-3 du Code pour la présentation des candidatures, le président clôture sa session sur le serveur régional.

*Section 3. — Vérification des candidatures par le bureau de circonscription**Sous-section 1. — Arrêt provisoire des listes de candidats*

Art. 11. A la date prévue à l'article L4142-11 du Code et après que le bureau ait effectué les opérations visées aux articles L4142-12 à 15 du Code, le président encode sur le serveur régional les listes de candidats telles qu'elles ont été provisoirement arrêtées par le bureau.

Le président procède aussitôt à l'impression du procès-verbal.

Art. 12. En cas de contestation relative à l'exactitude des données encodées sur le serveur régional, seul le procès-verbal, tel qu'il est signé par le président et les membres du bureau fait foi.

Art. 13. Les administrations procèdent ensuite à la vérification des candidatures multiples.

Cette vérification est effectuée de manière automatisée sur base du numéro d'identification au registre national.

Sous-section 2. — Arrêt définitif des listes de candidats

Art. 14. Au jour fixé à l'article L4142-22 du Code, et après que le bureau ait effectué les opérations visées aux articles L4142-22 et 23 du Code, le président encode sur le serveur régional les listes de candidats telles qu'elles ont été définitivement arrêtées par le bureau.

Le président procède aussitôt à l'impression du procès-verbal.

En cas d'appel, le président, après que le bureau ait pris connaissance de la décision de la Cour d'appel, encode sur le serveur régional les modifications à la liste des candidats.

Art. 15. En cas de contestation relative à l'exactitude des données encodées sur le serveur régional, seul le procès-verbal, tel qu'il est signé par le président et les membres du bureau fait foi.

CHAPITRE V. — Recensement et dévolution

Section 1. — Opérations de recensement

Art. 16. Le serveur visé à l'article 3, 1^o, est mis à la disposition du président du bureau communal et de canton, pour l'exécution des opérations visées à l'article L4145-2 du Code.

Les administrations fixent les conditions et modalités de connexion à ce serveur.

Art. 17. Une fois connecté, les opérations d'encodage des résultats du vote commence uniquement après identification authentifiée du président du bureau.

Art. 18. Le président du bureau communal ou de canton encode les résultats du vote au moyen des logiciels d'encodage visés à l'article 3, 2^o et 3^o.

Pour des raisons organisationnelles, le président du bureau peut déléguer à une ou plusieurs personnes de son choix agissant sous son autorité directe, l'opération matérielle d'encodage.

Après vérification de l'exactitude des données encodées sur le serveur régional, le président valide l'enregistrement de celles-ci.

Art. 19. Une fois les résultats enregistrés sur le serveur régional, le bureau de canton procède à l'impression et à la validation du procès-verbal de recensement intermédiaire et à sa signature.

Section 2. — Opérations de dévolution par les bureaux de circonscription

Art. 20. Le logiciel visé à l'article 3, 3^o, est mis à la disposition des présidents des bureaux de circonscription pour l'exécution des opérations de dévolution visées aux articles L4145-5 à 16 du Code.

Art. 21. Dès qu'il est en possession des résultats de la totalité des bureaux de vote de sa circonscription, le président procède, de manière automatisée et au moyen du logiciel visé à l'article 3, 3^o, à la dévolution des mandats.

Art. 22. Dans les districts où il a été fait usage de la possibilité de groupement prévue à l'article L4142-34 du Code, le président du bureau de district procède à l'impression du procès-verbal visé à l'article L4145-10 du Code.

Il en transmet une copie au président du bureau central d'arrondissement.

Art. 23. § 1^{er}. Le président du bureau communal et, dans les districts où il n'a pas été fait usage de la possibilité de groupement prévue à l'article L4142-34 du Code, le président du bureau de district, procèdent à l'impression du procès-verbal du recensement général des votes visé à l'article L4145-16 du Code.

§ 2. Aussitôt après avoir proclamé les résultats de l'élection, conformément à l'article L4145-15 du Code, les présidents des bureaux visés au paragraphe 1^{er} transmettent via les serveurs copie du procès-verbal du recensement général aux administrations.

CHAPITRE VI. — Disposition finale

Art. 24. La Ministre des Pouvoirs locaux est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 7 juin 2018.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

La Ministre des Pouvoirs locaux,
du Logement et des Infrastructures sportives,
V. DE BUE

ANNEXE. Format standard de transmission des données électorales

1. ABREVIATIONS UTILISEES

1.1. Type d'élection

Type d'élection	Abréviation
Conseils provinciaux	PR
Conseils communaux	CG
Conseil CPAS	CS

1.2. Type de bureau électoral

Type de bureau électoral	Abréviation
Bureau de vote	V
Bureau de dépouillement	T
Bureau communal (y compris l'élection du conseil de CPAS)	M

Type de bureau électoral	Abréviation
Bureau de canton	K
Bureau de district	D
Bureau provincial	P
Bureau central d'arrondissement	A

1.3. Régime linguistique

Régime linguistique	Abréviation
Francophone	FF
Néerlandophone	NN
Bilingue Français / Néerlandais	FN ou NF
Bilingue Français / Allemand	FD
Germanophone	DD

1.4. Fonctions dans les bureaux électoraux

Fonction	Abréviation	Commentaires
Phase Collecte		
Arrêt provisoire	P	Arrêt provisoire des listes de candidats
Appel	L	Appel lors de l'arrêt des listes
Arrêt définitif	D	Arrêt définitif des listes de candidats
Apparementement	A	Etablir des apparementements
Phase Résultats		
Partiel	0	Résultats partiels
Totalisation 1 [WP1] *	1	Calcul de la totalisation 1
Totalisation 2 [WP2] **	2	Calcul de la totalisation 2
Sièges	S	Calcul de la répartition des sièges et désignation des candidats élus et des suppléants

*Totalisation 1 : totalisation par le bureau de canton

**Totalisation 2 : totalisation par le bureau communal et le bureau de district

2. FICHIERS DE DEPOT DE LISTES ET DE RESULTATS

2.1. Enveloppes de type X7S ou XML

Chaque fichier, que ce soit dépôt des listes ou résultats, sera enveloppé soit dans un XML soit dans un X7S (enveloppe signée électroniquement).

Une enveloppe (XML ou X7S) contient toujours un format EML et son PDF associé. Lors du « désenveloppement », les fichiers porteront le même nom mais avec des extensions différentes.

Le nom de l'enveloppe XML ou X7S est paramétré comme suit :

Le nom du fichier EML + « .XML »

Le nom du fichier EML + « .X7S »

Une exception à cette règle : Pour les résultats des communes quand l'encodage des bureaux (de dépouillement ou de vote électronique) est réalisé au canton : dans ce cas, une enveloppe X7S sera bien établie avec les résultats du canton mais les résultats provenant de chaque commune de ce canton sera simplement généré en EML.

Les fichiers XML sont utilisés dans les cas suivants :

- Phase Dépôt des listes :

o Fichiers d'arrêt des listes avant signature

§ provisoire,

§ avec appel,

§ définitif

- Phase Résultats

o Fichiers résultats intermédiaires

o Fichiers résultats complets (avant signature)

Les fichiers X7S sont utilisés dans les cas suivants :

- Phase Dépôt des listes :

o Fichiers d'arrêt des listes avec signature électronique

§ en provisoire,

§ avec appel,

§ définitif

o Fichiers d'apparementement

- Phase Résultats

o Fichiers résultats définitifs avec signature électronique

o Fichiers résultats définitifs d'un bureau de vote (fichiers cryptés)

o Fichiers résultats d'un bureau de dépouillement assisté

2.2. Structure du fichier EML de dépôt des listes

L'arborescence de ce fichier EML peut-être subdivisé en 3 grandes parties spécifiques, à savoir :

- Un entête : reprenant la description de l'entité ainsi que certains paramètres généraux liés à la circonscription et l'élection

- Un groupe de listes : reprenant les différents paramètres décrivant la liste déposée

- Un groupe de candidats : pouvant être de 2 types, soit effectif, soit suppléant

Le fichier EML se compose donc de la façon suivante :

- Entête

- Liste 1

o Candidats de la liste 1

§ Effectifs et suppléants

- Liste 2

o Candidats de la liste 2

§ Effectifs et suppléants

....

- Liste N

o Candidats de la liste N

§ Effectifs et suppléants

2.3. Structure du fichier EML de type résultats

L'arborescence de ce fichier EML peut-être subdivisé en 3 grandes parties spécifiques, à savoir :

- Un entête : reprenant les résultats de l'entité

- Un groupe de listes : reprenant les résultats des différentes listes de cette entité

- Un groupe de candidats : résultat obtenu par le candidat pouvant être de 2 types, soit effectif, soit suppléant

Le fichier EML se compose donc de la façon suivante :

- Entête

- Liste 1

o Candidats de la liste 1

§ Effectifs et suppléants

- Liste 2

o Candidats de la liste 2

§ Effectifs et suppléants

....

- Liste N

o Candidats de la liste N

§ Effectifs et suppléants

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement du 7 juin 2018 relatif à l'encodage numérique, la transmission numérique, ainsi qu'au traitement automatisé des données électorales pour les élections communales et provinciales du 14 octobre 2018 sur le territoire de la région de langue allemande.

Namur, le 7 juin 2018.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

W. BORSUS

La Ministre des Pouvoirs locaux,
du Logement et des Infrastructures sportives,

V. DE BUE

[WP1]Définir ?

Avis C.E. 63.036/4

[WP2]Idem

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2018/203201]

7. JUNI 2018 — Erlass der Wallonischen Regierung über die digitale Kodierung, die digitale Übertragung sowie die automatisierte Verarbeitung der Wahldaten im Hinblick auf die Gemeinde- und Provinzialwahlen vom 14. Oktober 2018 auf dem deutschen Sprachgebiet

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung, Artikel L4122-6, L4141-1, L4142-18, L4142-24, L4145-2 § 2, L4145-5 § 3, L4145-16 § 1;

Aufgrund des am 13. Juli 2017 abgeschlossenen Zusammenarbeitsabkommens zwischen der Wallonischen Region und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über die Lokalwahlen vom 14. Oktober 2018 auf dem deutschen Sprachgebiet, Artikel 3;

Aufgrund des Berichts vom 31. Januar 2018, der gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellt wurde;

Aufgrund der am 28. Mai 2018 abgegebenen Stellungnahme des Städte- und Gemeindeverbands der Wallonie;

Aufgrund der am 25. Mai 2018 abgegebenen Stellungnahme der Vereinigung der wallonischen Provinzen ("Association des provinces wallonnes");

Aufgrund des am 17. April 2018 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 63.081/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag der Ministerin für lokale Behörden;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — Definitionen und Anwendungsbereich

Artikel 1 - Bei der Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° der Kodex: der Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung;

2° die Verwaltungsbehörden: Die Operative Generaldirektion "lokale Behörden, soziale Maßnahmen und Gesundheit" des öffentlichen Dienstes der Wallonie und das Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft;

3° die Software: das EDV-Programm, das die strukturierte Kodierung von Wahldaten und deren automatisierte Verarbeitung ermöglicht;

4° die Kodierung: die Dateneingabe über eine in Artikel 3, Ziffer 2° und 3° erwähnte Software mittels einer Eingabeschnittstelle. Je nach den von den Verwaltungsbehörden festgelegten Bedingungen kann es sich bei dieser Schnittstelle um eine Tastatur oder irgendeine andere Eingabeschnittstelle, wie z.B. einen USB-Stick handeln.

5° die Sitzung: die Benutzeridentifizierung, die zum Zeitpunkt der Verbindung mit dem gesicherten Server nach Artikel 3, Ziffer 1° zugewiesen wird;

6° authentifizierte Identifizierung: das System zur Kontrolle des Zugangs, das es ermöglicht, die Identität eines Operators zu bestimmen und zu prüfen, wobei mindestens ein Benutzername und ein Passwort zu verwenden sind. Die Verwaltungsbehörden bestimmen diese Benutzernamen und Passwörter und weisen sie den im vorliegenden Erlass erwähnten Operatoren zu. Sie können zusätzliche Identifizierungsfaktoren und -verfahren festlegen.

7° die digitale Übertragung: die digitale Datenübertragung oder -ferncodierung über eine digitale Verbindung mittels eines bestimmten Speichermediums;

8° die automatisierte Verarbeitung: die Durchführung einer Reihe von Befehlen in einer gegebenen Ordnung durch ein automatisiertes Verfahren;

9° die Stimmenauszählung: der Vorgang nach Artikel L4112-19 § 2 des Kodex;

10° die Übertragung: der Vorgang nach Artikel L4112-20 § 3 des Kodex;

11° der Anmelder: die in Art. L4112-16 des Kodex erwähnte Person, die eine Vorschlagsurkunde im Auftrag eines Kandidaten oder einer Liste von Kandidaten anmeldet;

12° das Nationalregister: das Nationalregister der natürlichen Personen, das durch das Gesetz vom 8. August 1983 zur Organisation eines Nationalregisters der natürlichen Personen eingerichtet wurde;

13° die für den Vorgang verantwortliche Person: die Person, die durch den vorliegenden Erlass bestimmt wird, um einen Codierungs-, Übertragungs- oder automatisierten Verarbeitungsvorgang durchzuführen.

Art. 2 - Die Daten dürfen nur in den im vorliegenden Erlass beschränkt angeführten Fällen codiert, verarbeitet oder Dritten übertragen werden, unter Beachtung der angegebenen Durchführungsbestimmungen.

Aus organisatorischen Gründen kann die für den Vorgang verantwortliche Person eine oder mehrere Personen, die sie frei auswählt und die unter ihrer direkten Aufsicht stehen, mit den materiellen Datencodierungsvorgängen beauftragen.

Jede Person, die der für den Vorgang verantwortlichen Person unterstellt ist, die Zugang zu Wahldaten hat, kann diese nur auf Anweisung der für den Vorgang verantwortlichen Person verarbeiten.

KAPITEL II — Für die Wahlen bestimmtes regionales EDV-System

Art. 3 - Das für die Wahlen bestimmte regionale EDV-System besteht aus:

1° einem gesicherten regionalen Server;

2° einer Software für die Eingabe der Kandidaturen und der Ergebnisse der Stimmenabgabe;

3° einer Software für die Stimmenauszählung und die Übertragung der Ergebnisse der Stimmenauszählung;

4° einem oder mehreren Computer(n) und einem Drucker für jeden Vorsitzenden eines Kreis- oder Kantonvorstands;

5° einem gesicherten Netz.

Art. 4 - Das standardmäßige Übertragungsformat der Wahldaten für die Kandidaturen und Wahlergebnisse entspricht den in dem Anhang angegebenen Spezifikationen.

KAPITEL III — Prüfung des Wählerregisters

Art. 5 - Am in Art. L4122-6 § 1 vorgesehenen Datum übermittelt das Bürgermeister- und Schöffenkollegium den Verwaltungsbehörden eine Abschrift des Wählerregisters der Gemeinde.

Die Verwaltungsbehörden bestimmen die Art und das Format der Übertragung des Registers.

Art. 6 - Für die Durchführung des in Art. L4122-6, § 2 des Kodex angeführten Vorgangs führen die Verwaltungsbehörden anhand der Identifizierungsnummer im Nationalregister einen automatisierten Vergleich der Wählerregister durch, sobald sie diese erhalten haben.

Nach Prüfung durch die Verwaltungsbehörden befinden die wallonische Regierung und die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft gemeinsam so schnell wie möglich und übermitteln den betreffenden Gemeindegollegien das Verzeichnis der Personen, die aus welchem Grund auch immer auf mehreren Registern stehen.

Ggf. bestimmen sie, welches Kollegium den Wähler aus seinem Register löscht und welches Kollegium seine Eintragung bewahrt.

KAPITEL IV — Kandidaturen

Abschnitt 1 — Allgemeine Bestimmungen

Art. 7 - Der in Art. 3, Ziffer 1^o angeführte Server wird den Vorsitzenden der Kreisvorstände zwecks der Durchführung der in Art. L4142-3, L4142-17 und L4142-24 des Kodex angeführten Vorgänge zur Verfügung gestellt.

Die Verwaltungsbehörden bestimmen die Bedingungen und Modalitäten für den Anschluss an diesen Server.

Art. 8 - Die Codierungs- und Übertragungsvorgänge beginnen erst, nachdem die authentifizierte Identifizierung des Vorsitzenden des Kreisvorstands erfolgreich durchgeführt wurde.

Abschnitt 2 — Wahlvorschläge und Zulässigkeit der Wahlvorschläge

Art. 9 - An den in L4142-3 Absatz 2 des Kodex für die Wahlvorschläge vorgesehenen Daten nimmt der Vorsitzende des Kreisvorstands die Codierung der Wahlvorschläge anhand der in Art. 3, Ziffer 2^o erwähnten Codierungssoftware vor; er prüft zugleich die Zulässigkeit der Vorschlagsurkunden in Übereinstimmung mit Art. L4142-10 des Kodex.

Aus organisatorischen Gründen kann der Vorsitzende des Kreisvorstands eine oder mehrere Personen, die er frei auswählt und die ihm direkt unterstellt sind, mit der materiellen Codierung der Wahlvorschläge beauftragen. Auf jeden Fall bleibt er jedoch die einzige Person, die mit dem oder den Anmeldern für die Prüfung der Zulässigkeit der Vorschlagsurkunden zuständig ist.

Wenn die Codierung der Wahlvorschläge gespeichert ist und vom Vorsitzenden des Kreisvorstands validiert worden ist, nimmt letzterer den Ausdruck des Protokolls vor.

Im Falle einer Anfechtung der Genauigkeit der auf dem regionalen Server codierten Daten ist nur das vom Vorsitzenden unterzeichnete Protokoll rechtsverbindlich.

Art. 10 - Am Ende des in Art. L4142-3 des Kodex für die Wahlvorschläge vorgesehenen Zeitraums beendet der Vorsitzende seine Sitzung auf dem regionalen Server.

Abschnitt 3 — Überprüfung der Kandidaturen durch den Kreisvorstand

Unterabschnitt 1 — Vorläufiger Abschluss der Kandidatenlisten

Art. 11 - Am in Art. L4142-11 des Kodex vorgesehenen Datum und nachdem der Vorstand die in Art. L4142-12 bis 15 des Kodex erwähnten Operationen durchgeführt hat, gibt der Vorsitzende die Kandidatenlisten, so wie sie vom Vorstand vorläufig abgeschlossen worden sind, in den regionalen Server ein.

Sofort danach druckt der Vorsitzende das Protokoll aus.

Art. 12 - Im Fall einer Anfechtung der Genauigkeit der auf dem regionalen Server eingegebenen Daten ist nur das von dem Vorsitzenden und den Mitgliedern des Vorstands unterzeichnete Protokoll rechtsverbindlich.

Art. 13 - Die Verwaltungsbehörden prüfen danach die Mehrfachkandidaturen.

Diese Prüfung erfolgt automatisch auf der Grundlage der Identifizierungsnummer im Nationalregister.

Unterabschnitt 2 — Endgültiger Abschluss der Kandidatenlisten

Art. 14 - Am in Art. L4142-22 des Kodex festgelegten Tag und nachdem der Vorstand die in Art. L4142-22 und 23 des Kodex erwähnten Operationen durchgeführt hat, gibt der Vorsitzende die Kandidatenlisten, so wie sie vom Vorstand endgültig abgeschlossen worden sind, in den regionalen Server ein.

Sofort danach druckt der Vorsitzende das Protokoll aus.

Im Falle eines Einspruchs gibt der Vorsitzende die Änderungen an der Kandidatenliste in den regionalen Server ein, nachdem der Vorstand vom Beschluss des Appellationshofs Kenntnis genommen hat.

Art. 15 - Im Fall einer Anfechtung der Genauigkeit der auf dem regionalen Server eingegebenen Daten ist nur das von dem Vorsitzenden und den Mitgliedern des Vorstands unterzeichnete Protokoll rechtsverbindlich.

KAPITEL V — Stimmenauszählung und Übertragung

Abschnitt 1 — Die Vorgänge der Stimmenauszählung

Art. 16 - Der in Art. 3, Ziffer 1^o angeführte Server wird dem Vorsitzenden des Gemeindevorstands und des Kantonvorstands zwecks der Durchführung der in Art. L4145-2 des Kodex angeführten Vorgänge zur Verfügung gestellt.

Die Verwaltungsbehörden bestimmen die Bedingungen und Modalitäten für den Anschluss an diesen Server.

Art. 17 - Nachdem die Verbindung hergestellt ist, beginnen die Vorgänge zur Eingabe der Wahlergebnisse erst, nachdem die authentifizierte Identifizierung des Vorsitzenden des Vorstands erfolgreich durchgeführt wurde.

Art. 18 - Der Vorsitzende des Gemeinde- oder Kantonvorstands gibt die Wahlergebnisse anhand der Codierungssoftware nach Art. 3, Ziffer 2^o und 3^o ein.

Aus organisatorischen Gründen kann der Vorstandsvorsitzende eine oder mehrere Personen, die er frei auswählt und die ihm direkt unterstellt sind, mit dem materiellen Vorgang der Dateneingabe beauftragen.

Nachdem die in den regionalen Server eingegebenen Daten auf ihre Genauigkeit geprüft worden sind, wird deren Speicherung vom Vorsitzenden validiert.

Art. 19 - Nachdem die Ergebnisse auf dem regionalen Server gespeichert sind, werden sie vom Kantonvorstand ausgedruckt und wird das Protokoll der Zwischenauszählung sowie dessen Unterschrift validiert.

Abschnitt 2 — Die Vorgänge der Stimmenübertragung durch die Kreisvorstände

Art. 20 - Die in Art. 3, Ziffer 3^o angeführte Software wird den Vorsitzenden der Kreisvorstände zwecks der Durchführung der in Art. L4145-5 bis 16 des Kodex angeführten Vorgänge der Stimmenübertragung zur Verfügung gestellt.

Art. 21 - Sobald der Vorsitzende über die Ergebnisse aller Wahlbürovorstände seines Wahlkreises verfügt, führt er den Vorgang der Übertragung der Mandate auf automatisierte Weise anhand der im vorigen Artikel erwähnten Software durch.

Art. 22 - In den Distrikten wo die Möglichkeit der Gruppierung im Sinne von Art. 4142-34 des Kodex in Anspruch genommen worden ist, nimmt der Vorsitzende des Distriktvorstands den Druck des Protokolls im Sinne von Art. L4145-10 des Kodex vor.

Er übermittelt eine Abschrift davon dem Vorsitzenden des Zentralwahlvorstands des Bezirks.

Art. 23 - § 1. Der Vorsitzende des Gemeindevorstands und der Vorsitzende des Distriktvorstands in den Distrikten, wo die Möglichkeit der Gruppierung im Sinne von Art. 4142-34 des Kodex nicht in Anspruch genommen worden ist, nehmen den Druck der allgemeinen Stimmenauszählung im Sinne von Art. L4145-16 des Kodex vor.

§ 2. Sofort nachdem die Ergebnisse der Wahl verkündet worden sind, übermitteln die Vorsitzenden der in § 1 angeführten Vorstände eine Abschrift des Protokolls der allgemeinen Stimmenauszählung den Verwaltungsbehörden über die Server in Übereinstimmung mit Art. L4145-15 des Kodex.

KAPITEL VI — *Endbestimmung*

Art. 24 - Die Ministerin für lokale Behörden wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.
Namur, den 7. Juni 2018

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

W. BORSUS

Die Ministerin für lokale Behörden,
Wohnungswesen und Sportinfrastrukturen

V. DE BUE

ANHANG: Standardmäßige Format für die Übertragung der Wahldaten

1. VERWENDETE ABKÜRZUNGEN

1.1. Art der Wahl

Art der Wahl	Abkürzung
Provinzialräte	PR
Gemeinderäte	CG
ÖSHZ-Rat	CS

1.2. Typ des Wahlvorstands

Typ des Wahlvorstands	Abkürzung
Wahlbüro	V
Zählbürovorstand	T
Gemeindevorstand (einschl. Wahl des Sozialhilferats)	M
Kantonvorstand	K
Distriktvorstand	D
Provinzvorstand	P
Zentralwahlvorstand des Bezirks	A

1.3. Sprachenregelung;

Sprachenregelung	Abkürzung
Französischsprachig	FF
Niederländischsprachig	NN
Zweisprachig Französisch / Niederländisch	FN oder NF
Zweisprachig Französisch / Deutsch	FD
Deutschsprachig	DD

1.4. Funktionen in den Wahlvorständen

Funktion	Abkürzung	Anmerkungen
Phase Sammlung		
Vorläufiger Abschluss	P	Vorläufiger Abschluss der Kandidatenlisten
Einspruch	L	Einspruch beim Abschluss der Listen
Endgültiger Abschluss	D	Endgültiger Abschluss der Kandidatenlisten
Listenverbindung	A	Herstellung von Listenverbindungen
Phase Ergebnisse		

Funktion	Abkürzung	Anmerkungen
Teilweise	0	Zwischenergebnisse
Totalisierung 1	1	Berechnung der Totalisierung 1
Totalisierung 2	2	Berechnung der Totalisierung 2
Sitze	S	Berechnung der Sitzverteilung und Benennung der gewählten Kandidaten und der Stellvertreter

* Totalisierung 1: Totalisierung durch den Kantonsvorstand

** Totalisierung 2: Totalisierung durch den Gemeindevorstand und den Distriktvorstand

2. DATEIEN FÜR DIE EINREICHUNG DER LISTEN UND FÜR DIE ERGEBNISSE

2.1. Umschläge vom Typ X7S oder XML

Jede Datei, sei es für die Einreichung der Listen oder für die Ergebnisse, wird entweder in einem XML-Umschlag, oder in einem X7S-Umschlag (elektronisch unterzeichneten Umschlag) enthalten sein.

Ein (XML- oder X7S-) Umschlag enthält immer ein EML-Format und dessen dazugehöriges PDF. Beim Entfernen des Umschlages werden die Dateien ihren Namen behalten, jedoch mit anderen Dateierweiterungen.

Der Name des XML- oder X7S-Umschlages ist wie folgt parametrisiert:

Name der EML-Datei + ".XML"

Name der EML-Datei + "X7S";

Ausnahme von dieser Regel: Für die Ergebnisse der Gemeinden, wenn die Dateneingabe der Zählbürovorstände oder des elektronischen Wahlsystems im Wahlkanton erfolgt: in diesem Fall wird ein X7S-Umschlag mit den Ergebnissen des Kantons angelegt, aber die Ergebnisse aus jeder Gemeinde dieses Kantons werden lediglich im EML-Format erzeugt.

Die **XML-Dateien** werden in den folgenden Fällen verwendet:

- Phase Einreichung der Listen:

o Dateien mit dem Abschluss der Listen vor der Unterzeichnung:

§ Vorläufig,

§ mit Einspruch,

§ endgültig

- Phase Ergebnisse

o Datei Zwischenergebnisse;

o Dateien vollständige Ergebnisse (vor der Unterzeichnung).

Die **X7S-Dateien** werden in den folgenden Fällen verwendet:

- Phase Einreichung der Listen:

o Dateien mit dem Abschluss der Listen mit der elektronischen Unterzeichnung

§ vorläufig;

§ mit Einspruch,

§ endgültig

o Dateien mit den Listenverbindungen;

- Phase Ergebnisse

o Dateien mit den endgültigen Ergebnissen, elektronisch unterzeichnet;

o Dateien mit den endgültigen Ergebnissen eines Wahlbüros (verschlüsselte Dateien);

o Dateien mit den Ergebnissen eines beigestandenen Zählbürovorstands

2.2. Struktur der EML-Datei für die Einreichung der Listen

Der Dateibaum dieser EML-Datei kann in drei spezifische Hauptabschnitte unterteilt werden:

- Dateiheder: umfassend die Beschreibung der Einheit sowie manche allgemeine Parameter im Zusammenhang mit dem Wahlkreis und der Wahl;

- Listengruppe: umfassend die verschiedenen Parameter, die die hinterlegte Liste beschreiben;

- Kandidatengruppe: entweder ordentliche Kandidaten oder Ersatzkandidaten.

Die EML-Datei setzt sich wie folgt zusammen:

- Dateiheder:

- Liste 1

o Kandidaten der Liste 1:

§ ordentliche Kandidaten und Ersatzkandidaten

- Liste 2

o Kandidaten der Liste 2:

§ ordentliche Kandidaten und Ersatzkandidaten

....

- Liste N

o Kandidaten der Liste N:

§ ordentliche Kandidaten und Ersatzkandidaten

2.3. Struktur der EML-Datei für die Ergebnisse

Der Dateibaum dieser EML-Datei kann in drei spezifische Hauptabschnitte unterteilt werden:

- Dateiheader: umfassend die Ergebnisse der Einheit;
- Listengruppe: umfassend die Ergebnisse der verschiedenen Listen dieser Einheit
- Kandidatengruppe: das Ergebnis des Kandidaten, bei dem es sich entweder um ordentliche Kandidaten oder um Ersatzkandidaten handeln kann.

Die EML-Datei setzt sich wie folgt zusammen:

- Dateiheader:
- Liste 1
 - o Kandidaten der Liste 1:
 - § ordentliche Kandidaten und Ersatzkandidaten
- Liste 2
 - o Kandidaten der Liste 2:
 - § ordentliche Kandidaten und Ersatzkandidaten
-
- Liste N
 - o Kandidaten der Liste N:
 - § ordentliche Kandidaten und Ersatzkandidaten

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 7. Juni 2018 über die digitale Kodierung, die digitale Übertragung sowie die automatisierte Verarbeitung der Wahldaten im Hinblick auf die Gemeinde- und Provinzialwahlen vom 14. Oktober 2018 auf dem deutschen Sprachgebiet beigelegt zu werden.

Namur, den 7. Juni 2018

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident,
W. BORSUS

Die Ministerin für lokale Behörden,
Wohnungswesen und Sportinfrastrukturen
V. DE BUE

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2018/203202]

7 JUIN 2018. — Arrêté du Gouvernement wallon déterminant les normes minimales d'accessibilité pour l'assistance aux électeurs dans le choix des centres et locaux de vote en vue des élections communales et provinciales du 14 octobre 2018 sur le territoire de la région de langue allemande

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, l'article L4123-1, § 3;

Vu l'accord de coopération conclu le 13 juillet 2017 entre la Région wallonne et la

Communauté germanophone concernant l'organisation des élections locales du 14 octobre 2018 sur le territoire de la région de langue allemande, l'article 3;

Vu le rapport du 31 janvier 2018 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis de l'Union des Villes et des Communes de Wallonie, donné le 28 mai 2018;

Vu l'avis de l'Association des provinces wallonnes, donné le 25 mai 2018;

Vu l'avis n° 63.080/4 du Conseil d'Etat, donné le 17 avril 2018, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre des Pouvoirs locaux;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. § 1^{er}. Pour l'application de l'article L4123-1, § 3, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le gouverneur ou le fonctionnaire désigné par lui privilégie les bâtiments communaux existants et aménagés en vue d'une meilleure accessibilité.

L'accessibilité visée à l'alinéa 1^{er} s'apprécie selon les critères suivants :

1° les centres de vote sont de plain-pied;

2° les centres de vote ont des locaux pourvus de couloirs d'accès suffisamment larges et permettant une accessibilité aisée aux personnes en chaise roulante;

3° conformément à l'article 415/2 du guide régional d'urbanisme, toutes les portes extérieures et intérieures des locaux présentent un libre passage de 85 centimètres minimum et une aire de rotation de 1,5 mètre minimum pour les sas et couloirs éventuels;

4° la disposition des centres de vote permet l'installation d'au moins un isoloir adapté au rez-de-chaussée ou d'une table placée à l'abri des regards indiscrets;